

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4500

[2007/203363]

20 SEPTEMBRE 2007. — Décret modifiant les articles 1^{er}, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 et 181 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et y insérant l'article 42bis et modifiant les articles 1^{er}, 4 et 10 du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et y insérant les articles 1^{er}bis, 1^{er}ter, 2bis et 9bis (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Section 1^{re}. — Dispositions modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, entre le mot "ressources" et les mots "et par la conservation", sont insérés les mots ", par la performance énergétique de l'urbanisation et des bâtiments".

A l'article 4, alinéa 1^{er}, du même Code, le point 1^o est remplacé comme suit :

"1^o sauf disposition contraire, la durée de l'enquête publique est de quinze jours lorsqu'elle porte sur un permis; elle est de trente jours lorsqu'elle porte sur un schéma de structure communal, un plan communal d'aménagement, un rapport urbanistique et environnemental ou un périmètre visé à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 8^o, et de quarante-cinq jours lorsqu'elle porte sur le schéma de développement de l'espace régional ou le plan de secteur;"

Art. 2. A l'article 25, alinéa 2, du même Code, le point 8^o est remplacé comme suit :

"8^o la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel;"

Art. 3. A l'article 33 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "d'un rapport urbanistique et environnemental qui contient" sont remplacés par les mots ", soit d'initiative, soit dans le délai qui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental et à son approbation par le Gouvernement. Le rapport urbanistique et environnemental, dont le collège communal ou, le cas échéant, le Gouvernement fixe l'ampleur et le degré des informations, contient";

2^o au même alinéa, le "a." est remplacé par "1^o";

3^o dans le même point, entre les mots "les options d'aménagement relatives" et les mots "aux infrastructures", sont insérés les mots "à l'économie d'énergie et aux transports";

4^o au même alinéa, le texte du point *b.* est remplacé comme suit :

« 2^o une évaluation environnementale qui comprend :

"2^o *a.* les objectifs principaux du rapport urbanistique et environnemental, un résumé du contenu et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents;

2^o *b.* les aspects pertinents de la situation environnementale ainsi que son évolution probable si le rapport urbanistique et environnemental n'est pas mis en œuvre;

2^o *c.* les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;

2^o *d.* les problèmes environnementaux liés au rapport urbanistique et environnemental, en particulier ceux qui concernent les zones qui revêtent une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;

2^o *e.* les objectifs de la protection de l'environnement, établis aux niveaux international, communautaire ou à celui des Etats membres, qui sont pertinents pour le rapport urbanistique et environnemental et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de son élaboration;

2^o *f.* les effets notables probables sur l'environnement, à savoir les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs, y compris la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs;

2^o *g.* les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable de la mise en œuvre du rapport urbanistique et environnemental sur l'environnement;

2^o *h.* une description des mesures de suivi envisagées. »;

5^o au même alinéa, le "c." est remplacé par "3^o";

6^o au même paragraphe, le dernier alinéa est abrogé;

7^o est inséré un § 2bis libellé comme suit :

« § 2bis. Lorsque le rapport vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, il contient en outre les renseignements visés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. »;

8^o au § 3, les mots "Le collège des bourgmestre et échevins soumet le rapport urbanistique et environnemental" sont remplacés par les mots "Lorsque le rapport urbanistique et environnemental est complet, le collège communal le soumet";

9^o le même paragraphe est complété par l'alinéa qui suit :

« Le cas échéant, il est fait application des formalités visées à l'article 51, § 2. »;

10° est inséré un § 3bis libellé comme suit :

« § 3bis. Lorsque le rapport contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, ceux-ci sont soumis par le collège communal pour avis au fonctionnaire dirigeant au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et à tout autre service ou commission dont la consultation est demandée par le Gouvernement. »;

11° au § 4, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots "ainsi que les raisons des choix du rapport urbanistique et environnemental, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.";

12° au même paragraphe, alinéa 2, les quatrième et cinquième phrases sont abrogées;

13° au même paragraphe, entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 qui devient l'alinéa 6, sont insérés les alinéas qui suivent :

« Le Gouvernement approuve ou refuse le rapport urbanistique et environnemental. L'arrêté du Gouvernement est envoyé au collège communal dans un délai de trente jours prenant cours le jour de la réception du dossier complet transmis par le fonctionnaire délégué.

A défaut de l'envoi de l'arrêté, le collège communal peut adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de l'envoi de la lettre contenant le rappel, le collège communal n'a pas reçu l'arrêté, le rapport urbanistique et environnemental est réputé approuvé.

Lorsque le rapport contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, il vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. »;

14° au même paragraphe, dans l'alinéa 3, devenu l'alinéa 6, les mots "à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale" sont remplacés par les mots "à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation";

15° le même paragraphe est complété par un alinéa 8 libellé comme suit :

« Lorsque le rapport vaut périmètre de reconnaissance, il est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. »;

16° le § 5 devient le § 8 et les mots "articles 110 à 112" sont remplacés par les mots "articles 110 à 112 et 127, § 3";

17° dans le § 6 qui devient le § 5, sont apportées les modifications qui suivent :

— a. les mots "le collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots "le collège communal";

— b. les mots "à l'article 112 de la Nouvelle Loi communale" sont remplacés par les mots "à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation";

18° le § 7 devient le § 6;

19° il est inséré un § 7 libellé comme suit :

« § 7. A défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au § 2, ainsi qu'en cas de refus du rapport urbanistique et environnemental soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le rapport urbanistique et environnemental. »

Art. 4. L'article 34 du même Code est remplacé par le texte qui suit :

« Art. 34. Des zones d'aménagement communal concerté à caractère industriel.

§ 1^{er}. La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités d'artisanat, de recherche ou de petite industrie, les activités à caractère industriel ou les activités de stockage et les activités agroéconomiques de proximité, à l'exclusion des activités de service, de distribution ou de vente au détail et des activités de grande distribution. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation.

La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2bis, et à son approbation par le Gouvernement.

§ 2. L'article 33, §§ 3 à 7, est applicable à l'adoption et à la révision du rapport urbanistique et environnemental de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel.

§ 3. A défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au § 1^{er}, alinéa 4, ainsi qu'en cas de refus du rapport urbanistique et environnemental soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le rapport urbanistique et environnemental.

§ 4. Les articles 111, 112 et 127, § 3, sont applicables à toute zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel mise en œuvre conformément aux §§ 1^{er} et 2 ou dont la mise en œuvre n'a pas encore été déterminée en application des mêmes paragraphes. »

Art. 5. A l'article 42, alinéa 2, du même Code, est inséré un 10°bis rédigé comme suit :

« 10°bis. les compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°; ».

Art. 6. Dans le même Code, est inséré un article 42bis rédigé comme suit :

« Art. 42bis. Par dérogation à l'article 42, la révision du plan de secteur peut être décidée par le Gouvernement à la demande adressée par envoi par une personne physique ou morale, privée ou publique lorsqu'elle porte sur l'inscription d'une zone d'activité économique ou d'activité économique spécifique ou d'une zone d'extraction.

La demande est accompagnée d'un dossier de base comprenant :

1° la justification au regard de l'article 1^{er};

2° le périmètre concerné;

3° la situation existant de fait et de droit;

4° un rapport justificatif des projets alternatifs examinés et non retenus, compte tenu notamment de la localisation du projet, de son voisinage et de l'accessibilité des sites retenus;

5° une ou plusieurs propositions d'avant-projet établies au 1/10.000°;

6° les éventuelles prescriptions supplémentaires.

Préalablement à l'envoi au Gouvernement, la demande, accompagnée du dossier, fait l'objet, à l'initiative de la personne visée à l'alinéa 1^{er}, d'une information du public conformément à l'article D.71 du Livre Ier du Code de l'Environnement.

Au moins quinze jours avant l'information du public, la demande est adressée, par envoi, au conseil communal qui transmet son avis à la personne visée à l'alinéa 1^{er} dans les soixante jours. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

L'envoi au Gouvernement comprend l'avis reçu du conseil communal.

Lorsque la demande porte également sur un périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, elle contient en outre les renseignements visés par ce décret.

Dans les soixante jours de la réception de la demande et du dossier de base, le Gouvernement adopte un avant-projet. A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement au demandeur, celui-ci peut, par envoi, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de l'envoi contenant le rappel, le demandeur n'a pas reçu l'arrêté du Gouvernement, la demande est réputée refusée.

Lorsqu'il adopte l'avant-projet, le Gouvernement fixe, dans les soixante jours et dans le respect de l'article 42, l'ampleur et le degré de précisions de l'étude des incidences que fait réaliser le demandeur. A cette fin, le demandeur choisit parmi les personnes agréées en vertu du présent Code et du Livre I^{er} du Code de l'environnement relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement la personne physique ou morale, privée ou publique qu'il charge de la réalisation de l'étude. Il notifie immédiatement son choix par envoi au Gouvernement. Celui-ci dispose de quinze jours à dater de la réception de l'envoi pour récuser la personne choisie.

Lorsqu'il adopte l'avant-projet, le Gouvernement propose les compensations visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°.

Le Gouvernement informe régulièrement la commission régionale de l'évolution des études préalables et lui en communique les résultats. La commission peut à tout moment formuler ou présenter les suggestions qu'elle juge utiles.

L'étude d'incidences est transmise au Gouvernement. »

Art. 7. L'article 43 du même Code est complété comme suit :

« § 5. Lorsque le projet de plan contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, ceux-ci sont soumis par le Gouvernement pour avis au fonctionnaire dirigeant au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et à tout autre service ou commission dont la consultation est demandée par le Gouvernement. »

Art. 8. A l'article 44 du même Code, les alinéas suivants sont insérés entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 qui devient l'alinéa 5 :

« Lorsqu'il contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, l'arrêté du Gouvernement vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Lorsque le plan vaut périmètre de reconnaissance, il est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. »

Art. 9. A l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, du même Code, les mots "ou d'aménagement différé à caractère industriel" sont remplacés par les mots "ou d'aménagement communal concerté à caractère industriel".

A l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° avant les mots "l'inscription de toute nouvelle zone", sont insérés les mots "dans le respect du principe de proportionnalité,";

2° entre les mots "zone destinée à l'urbanisation" et les mots "est compensée", sont insérés les mots "susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement,";

3° après les mots "définie par le Gouvernement", sont insérés les mots "tant en termes opérationnel, environnemental ou énergétique qu'en termes de mobilité en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage; la compensation planologique ou alternative peut être réalisée par phases".

Art. 10. A l'article 49, alinéa 2, du même Code, les mots "zone d'aménagement différé à caractère industriel" sont remplacés par les mots "zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel".

Art. 11. A l'article 51 du même Code, est inséré un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Lorsque le projet de plan communal contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, ceux-ci sont soumis par le collège communal pour avis au fonctionnaire dirigeant au sens du décret du 11 mars 2004 sur les infrastructures d'accueil des activités économiques et à tout autre service ou commission dont la consultation est demandée par le Gouvernement. »

Art. 12. L'article 52 du même Code est complété par un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Lorsqu'il contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, l'arrêté du Gouvernement vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Lorsque le plan vaut périmètre de reconnaissance, il est notifié au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur visés au décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. »

L'article 56 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque l'élaboration ou la révision du plan communal d'aménagement est décidée à son initiative, le Gouvernement peut, le cas échéant, déléguer l'élaboration du plan à une intercommunale ayant dans son objet social l'aménagement du territoire ou le logement. »

Art. 13. A l'article 58 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "et des zones d'aménagement communal concerté" sont remplacés par les mots "des zones d'aménagement communal concerté et des zones d'aménagement communal concerté à caractère industriel";

2° à l'alinéa 5, les mots "de l'article 49, alinéa 1^{er}, 3°" sont remplacés par les mots "de l'article 49, alinéa 1^{er}, 2°".

Art. 14. A l'article 61 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa qui suit :

« Lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps qu'un plan d'aménagement ou qu'un rapport urbanistique et environnemental valant périmètre de reconnaissance en vertu de l'article 33, § 4, alinéa 5, ils sont soumis ensemble aux formalités prévues pour l'élaboration ou la révision du plan d'aménagement ou du rapport urbanistique et environnemental. »;

2° dans la première phrase de l'alinéa 1^{er} du § 2, entre les mots "postérieurement au plan d'aménagement," et les mots "la commune soumet", sont insérés les mots "dans les quinze jours de la demande du Gouvernement,";

3° l'alinéa 3 du paragraphe 2 est remplacé comme suit :

« Au plus tard le jour de l'ouverture de l'enquête publique, les propriétaires des biens compris dans le périmètre des immeubles à exproprier en sont avertis individuellement, par écrit et à domicile. »

L'article 62 du même Code est abrogé.

Art. 15. A l'article 108, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code, les mots "à l'article 33" sont remplacés par les mots "aux articles 33 et 34".

Art. 16. A l'article 127 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 9° lorsqu'il concerne des actes et travaux projetés dans la zone visée à l'article 32 ou relatifs à l'établissement visé à l'article 110. »;

2° le § 3 est remplacé par le texte qui suit :

« § 3. Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement. »;

3° dans le § 6 :

— a. entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, est inséré l'alinéa qui suit :

« Il est fait application des alinéas 1^{er}, 4, 5 et 6 de l'article 120. »;

— b. le paragraphe est complété par l'alinéa qui suit :

« Le cas échéant, l'autorité de recours exécute, par l'entremise de la commune, les mesures particulières de publicité ou sollicite l'avis de la commission communale, auquel cas les effets du rappel visé au présent paragraphe sont suspendus pendant quarante jours à dater de la demande de l'autorité de recours. »

Art. 17. A l'article 175, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "une zone d'aménagement différé à caractère industriel" sont remplacés par les mots "une zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel".

Dans le même alinéa, entre les mots "d'un plan communal d'aménagement," et les mots "le périmètre d'un site à réaménager", sont insérés les mots "les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et les ports autonomes visés à l'article 21,".

Art. 18. A l'article 181 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots qui suivent :

"5° dans un périmètre de remembrement urbain";

2° l'article est complété par les alinéas qui suivent :

« Dans un périmètre de remembrement urbain, nonobstant l'absence d'un plan communal d'aménagement, il peut être fait application de l'article 58, alinéas 3 à 6.

Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou moins-value qui résulte des décisions visées à l'alinéa 1^{er}, ni de l'augmentation de valeur acquise par ce bien à la suite de travaux ou modifications effectués après la clôture de l'enquête publique à laquelle une des décisions visées à l'alinéa 1^{er} aurait été soumise.

Des expropriations décrétées successivement en vue de la réalisation des périmètres ou zones visés à l'alinéa 1^{er} sont, pour l'appréciation de la valeur des biens à exproprier, considérées comme formant un tout à la date du premier arrêté d'expropriation. »

Section 2. — Dispositions transitoires relatives au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 19. La demande de permis d'urbanisme ou de lotir, notamment visée aux articles 110 et 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9°, dont l'accusé de réception est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur avant cette date, à l'exception de la demande située dans le périmètre d'une zone visée à l'article 34 du même Code.

Art. 20. Le rapport urbanistique et environnemental dont l'accusé de réception délivré par le fonctionnaire délégué est antérieur à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur avant cette date.

L'élaboration ou la révision d'un plan d'aménagement adopté provisoirement avant l'entrée en vigueur du présent décret peut poursuivre la procédure en vigueur avant cette date.

Le plan communal d'aménagement qui couvre tout ou partie d'une zone d'aménagement communal concerté ou d'une zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel, adopté provisoirement par le conseil communal avant l'entrée en vigueur du décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative et qui produit ses effets, tient lieu de rapport urbanistique et environnemental de mise en œuvre de la zone ou de la partie de zone visée à l'article 33 ou à l'article 34 du même Code.

Section 3. — Dispositions modificatives du décret du 11 mars 2004
relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques

Art. 21. A l'article 1^{er} du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, sont apportées les modifications qui suivent :

1° est inséré un 2° après le 1° libellé comme suit :

« 2° le fonctionnaire dirigeant : le directeur général de la Direction générale de l'économie et de l'emploi ou l'un des fonctionnaires que le Gouvernement délègue à cette fin; »;

2° au 2°, qui devient le 3°, les termes "ou social" sont supprimés;

3° le 3° est supprimé;

4° le 4° est remplacé comme suit :

« 4° l'opérateur : la commune, l'intercommunale ou l'association entre une ou plusieurs communes ou entre une ou plusieurs intercommunales et la ou les personnes physiques ou morales, visées à l'article 18 du décret; »;

5° dans le 5° est supprimée la phrase "le périmètre comprend la voirie, les terrains destinés à être incorporés à la voirie ainsi que les biens immobiliers destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation et leur accessibilité ou à permettre l'extension de l'implantation et de l'accessibilité des activités existantes afin de permettre d'y accueillir des activités économiques ou de favoriser leur implantation, notamment par la mise en commun ou à disposition de services ou activités;".

Art. 22. Le même décret est complété par un chapitre I^{er bis} rédigé comme suit :

« CHAPITRE I^{er bis}. — De la demande de reconnaissance et d'expropriation

Art. I^{er bis}. § 1^{er}. Tout opérateur peut demander l'adoption ou la révision d'un périmètre de reconnaissance avec ou sans expropriation. Le cas échéant, la demande relative à l'expropriation est contenue dans la demande de périmètre de reconnaissance.

Le contenu de la demande est déterminé par le Gouvernement.

La demande est envoyée par l'opérateur au fonctionnaire dirigeant.

Le périmètre de reconnaissance comprend la voirie, les terrains destinés à être incorporés à la voirie ainsi que les biens immobiliers destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation et leur accessibilité ou à permettre l'extension de l'implantation et de l'accessibilité des activités existantes afin de permettre d'y accueillir des activités économiques ou de favoriser leur implantation, notamment par la mise en commun ou à disposition de services ou activités.

§ 2. Si le fonctionnaire dirigeant estime que la demande est complète, il transmet à l'opérateur, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception et, dans le même délai, une demande d'avis aux services, commissions et autorités qu'il juge opportun de consulter.

A défaut, il adresse à l'opérateur une lettre sollicitant la production des éléments manquants. Dans les quinze jours de la réception de ceux-ci, le fonctionnaire dirigeant transmet à l'opérateur un accusé de réception.

§ 3. Dans les quinze jours de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse, par envoi, une copie de la demande au collège communal de chaque commune concernée, sauf si elle est l'opérateur, au fonctionnaire délégué compétent visé à l'article 3 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ainsi qu'aux services, commissions et autorités qu'il juge nécessaire de consulter.

Dans les trente jours de la réception de la demande d'avis, le fonctionnaire délégué, le conseil communal lorsque l'opérateur n'est pas la commune, les services, commissions et autorités consultés adressent, par envoi, leur avis concernant le projet au fonctionnaire dirigeant. A défaut, celui-ci est réputé favorable.

§ 4. Dans les quinze jours de l'accusé de réception de la demande, la commune la soumet à une enquête publique. Celle-ci est annoncée tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas.

La demande est déposée à la maison communale, aux fins de consultation par le public, pendant un délai de trente jours, dont le début et la fin sont précisés dans les affiches et annonces. Ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Au plus tard le jour de l'ouverture de l'enquête publique, la commune adresse, par envoi, un courrier avertissant chaque personne à exproprier telle qu'identifiée au plan d'expropriation joint à la demande.

Les réclamations et observations sont adressées au collège communal dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 2.

Dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet au fonctionnaire dirigeant, par envoi, les réclamations et observations introduites, un procès-verbal de clôture d'enquête et l'avis éventuellement émis par le conseil communal. Il communique une copie des mêmes documents à l'opérateur.

§ 5. Sauf si elles sont mineures, les modifications pouvant être apportées à la demande après l'enquête publique doivent résulter des réclamations et observations émises durant l'enquête publique. Néanmoins, les modifications ne peuvent avoir pour incidence d'augmenter le périmètre des expropriations envisagées sans la consultation du propriétaire du bien concerné par l'extension projetée.

§ 6. Dans les cent vingt jours de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement son avis et une proposition d'arrêté.

S'il fait droit à la demande, le Gouvernement prend un arrêté dans les trente jours de la réception de la proposition. L'arrêté est notifié à l'opérateur par le fonctionnaire dirigeant.

L'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Art. I^{er ter}. Lorsque le périmètre de reconnaissance adopté ou révisé est compris dans un plan d'aménagement ou un rapport urbanistique et environnemental en cours d'élaboration ou de révision, sont d'application les dispositions d'élaboration ou de révision visées au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

Art. 23. Le même décret est complété par un article rédigé comme suit :

« Art. 2bis. En cas d'expropriation, il est procédé conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. »

Art. 24. L'alinéa 4 de l'article 3 du même décret est supprimé.

Art. 25. A l'article 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "l'avis peut y est inséré" sont remplacés par les mots "l'avis y est inséré".

Art. 26. A l'article 7, alinéas 2 et 3, du même décret, les termes "trente-cinq jours" sont remplacés par les termes "trente jours".

Art. 27. Dans le même décret, est inséré un article 9bis rédigé comme suit :

« Art. 9bis. Lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps qu'un plan d'aménagement ou un rapport urbanistique et environnemental, ils sont soumis ensemble aux formalités prévues pour l'élaboration ou la révision du plan d'aménagement ou du rapport urbanistique et environnemental visé au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

Art. 28. A l'article 10 du même décret, l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement détermine les modalités de reprises par leurs gestionnaires des infrastructures subsidiées créées dans le cadre de l'aménagement des espaces destinés aux activités économiques. »

Art. 29. A l'article 16 du même décret, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o au § 1^{er}, l'alinéa 2 est supprimé;

2^o au § 2, les mots "la société ainsi que" sont supprimés.

Art. 30. A l'article 17, § 2, du même décret, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o les mots "la commune, l'intercommunale ou la société" sont remplacés par les mots "la commune ou l'intercommunale";

2^o la phrase est complétée par les mots "portant notamment sur le remboursement total ou partiel de l'aide."

Art. 31. A l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "à la société ou" sont supprimés.

Art. 32. A l'article 18, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots "les communes, les intercommunales ou la société" sont remplacés par les mots "les communes ou les intercommunales".

Art. 33. L'article 19 du même décret est abrogé.

Art. 34. A l'article 21, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots "la commune, l'intercommunale ou la société" sont remplacés par les mots "la commune ou l'intercommunale".

Art. 35. A l'article 23, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "la commune, l'intercommunale ou la société" sont remplacés par les mots "la commune ou l'intercommunale".

Art. 36. A l'article 23, § 3, alinéa 3, du même décret, les mots "la commune, l'intercommunale ou la société" sont remplacés par les mots "la commune ou l'intercommunale".

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 septembre 2007.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon, 611 (2006-2007), n^{os} 1, 1bis, 1ter à 10.

Compte rendu intégral, séance publique du 19 septembre 2007.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4500

[2007/203363]

20. SEPTEMBER 2007 — Dekret zur Abänderung der Artikel 1, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 und 181 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe und zur Eingliederung von Artikel 42bis in dieses Gesetzbuch sowie zur Abänderung der Artikel 1, 4 und 10 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten und zur Einführung der Artikel 1bis, 1ter, 2bis und 9bis in dieses Dekret (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Artikel 1 - In Artikel 1 § 1 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden die Wörter „, durch die Energieeffizienz der städtebaulichen Entwicklung und der Gebäude“ zwischen die Wörter „natürlichen Ressourcen“ und „und durch die Erhaltung“ eingefügt.

In Artikel 4, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Punkt 1° wie folgt ersetzt:

«1° sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, hat die öffentliche Untersuchung eine Dauer von fünfzehn Tagen, wenn sie sich auf eine Genehmigung bezieht; sie dauert dreißig Tage, wenn sie sich auf ein kommunales Strukturschema, einen kommunalen Raumordnungsplan, einen Städtebau- und Umweltbericht oder einen in Artikel 127, § 1, Absatz 1, 8° erwähnten Umkreis bezieht, und fünfundvierzig Tage, wenn sie sich auf den Entwicklungsplan des regionalen Raums oder den Sektorenplan bezieht;».

Art. 2 - In Artikel 25, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Punkt 8° wie folgt ersetzt:

«8° Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter;».

Art. 3 - In Artikel 33 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 2 Absatz 1 werden die Wörter „eines Städtebau- und Umweltberichts mit folgendem Inhalt“ durch die Wörter „entweder auf eigene Initiative oder innerhalb der durch die Regierung auferlegten Frist, eines Städtebau- und Umweltberichts, und dessen Genehmigung durch die Regierung. Der Städtebau- und Umweltbericht, dessen Umfang und Genauigkeitsgrad der Informationen vom Gemeindegremium oder ggf. von der Regierung festgelegt wird, enthält.“ ersetzt.

2° Im selben Absatz wird „a,“ durch „1°“ ersetzt;

3° Im selben Punkt werden zwischen die Wörter „die raumordnerischen Zielsetzungen bezüglich“ und die Wörter „der Infrastrukturen“ die Wörter „der Energieeinsparung und des Transportwesens,“ eingefügt.

4° Im selben Absatz wird der Wortlaut von Punkt b. wie folgt ersetzt:

«2° eine Umweltbewertung mit folgendem Inhalt:

“2° a. die Hauptzielsetzungen des Städtebau- und Umweltberichts, eine Zusammenfassung des Inhalts und die Verbindungen mit anderen relevanten Plänen und Programmen;

2° b. die relevanten Aspekte der Umweltlage sowie deren voraussichtliche Entwicklung im Falle einer Nichtdurchführung des Städtebau- und Umweltberichts;

2° c. die umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die beachtlich betroffen werden könnten;

2° d. die mit dem Städtebau- und Umweltbericht verbundenen umweltbezogenen Probleme, und insbesondere die Probleme bezüglich der Gebiete, die eine besondere Bedeutung für die Umwelt aufweisen, wie z.B. die gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiete;

2° e. die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene und auf Ebene der Mitgliedsstaaten festgelegten Ziele in Sachen Umweltschutz, die für den Städtebau- und Umweltbericht relevant sind, und die Art und Weise, wie diese Ziele und die umweltbezogenen Erwägungen bei dessen Erstellung berücksichtigt worden sind;

2° f. die voraussichtlichen, beachtlichen Auswirkungen auf die Umwelt, nämlich die sekundären, kumulativen, synergetischen, kurz-, mittel- und langfristigen, ständigen und vorübergehenden, sowohl positiven als auch negativen Auswirkungen auf die Umwelt, einschließlich der biologischen Vielfalt, der Bevölkerung, der menschlichen Gesundheit, der Fauna, der Flora, des Bodens, des Wassers, der Luft, des Klimas, der materiellen Güter, des Kulturerbes, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze und der Landschaft sowie der Wechselwirkung zwischen den genannten Faktoren;

2° g. Die in Betracht gezogenen Maßnahmen, um jegliche beachtliche negative Auswirkung der Durchführung des Städtebau- und Umweltberichts zu vermeiden und zu verringern und soweit irgend möglich auszugleichen;

2° h. eine Beschreibung der in Betracht gezogenen Begleitungsmaßnahmen.»;

5° Im selben Absatz wird „c.“ durch „3°“ ersetzt;

4. Im selben Paragraphen wird der letzte Absatz aufgehoben;

7° Es wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 2bis - Wenn der Bericht als Anerkennungsgebiet im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gilt, enthält er außerdem die durch das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erwähnten Auskünfte.»;

8° in § 3 werden die Wörter „Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium unterwirft den Städtebau- und Umweltbericht“ durch die Wörter „Wenn der Städtebau- und Umweltbericht vollständig ist, unterwirft das Gemeindegremium ihn“ ersetzt;

9° Derselbe Paragraph wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Gegebenenfalls kommen die in Artikel 51 § 2 erwähnten Formalitäten zur Anwendung.»;

10° Es wird ein § 3bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3bis - Wenn der Bericht Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, werden diese durch das Gemeindegremium dem leitenden Beamten im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen und jeglichem anderen Dienst oder Ausschuss, dessen Konsultierung durch die Regierung beantragt wird, zur Begutachtung unterbreitet;»

11° In § 4 wird Absatz 1 durch die folgenden Wörter ergänzt: „, sowie aus welchen Gründen angesichts der anderen in Betracht gezogenen vernünftigen Lösungen die Entscheidungen des Städtebau- und Umweltberichts getroffen worden sind“;

12° Im selben Paragraphen, Absatz 2 werden die 4. und 5. Sätze aufgehoben;

13° Im selben Paragraphen werden die folgenden Absätze zwischen Absatz 2 und Absatz 3 der zum Absatz 6 wird, eingefügt:

«Die Regierung genehmigt oder verweigert den Städtebau- und Umweltbericht. Der Erlass der Regierung wird dem Gemeindegremium innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Empfang der durch den beauftragten Beamten übermittelten vollständigen Akte gesandt.

Wenn der Erlass nicht gesandt wird, kann das Gemeindegremium ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen, die am Tag des Versands des Erinnerungsschreibens beginnt, das Gemeindegremium noch immer keinen Erlass der Regierung empfangen hat, so gilt der Städtebau- und Umweltbericht als genehmigt.

Wenn der Bericht Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, gilt er als Anerkennungsgebiet im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten.»;

14° im selben Paragraphen werden in Absatz 3 der zum Absatz 6 wird, die Wörter „in Artikel 112 des neuen Gemeindeggesetzes“ durch die Wörter „in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung“ ersetzt.

15° Derselbe Paragraph wird mit einem Absatz 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn der Bericht als Anerkennungsgebiet gilt, wird er dem leitenden Beamten und dem Träger im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten zugestellt.»;

16° Der § 5 wird zum § 8 und die Wörter „Artikel 110 bis 112“ werden durch die Wörter „Artikel 110 bis 112 und 127, § 3“ ersetzt;

17° Im § 6 der zum § 5 wird, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

— a. die Wörter „das Bürgermeister- und Schöffenkollegium“ werden durch die Wörter „das Gemeindegremium“ ersetzt;

— b. die Wörter „in Artikel 112 des neuen Gemeindeggesetzes“ werden durch die Wörter „in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung“ ersetzt.

18° Der § 7 wird zum § 6;

19° Es wird ein § 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 7 - Wenn die Gemeindebehörden der in § 2 erwähnten Verpflichtung nicht fristgerecht eingegangen sind, sowie im Falle einer Verweigerung des der Regierung zur Genehmigung unterbreiteten Städtebau- und Umweltberichts kann die Regierung an ihre Stelle treten, um den Städtebau- und Umweltbericht anzunehmen oder zu revidieren».

Art. 4 - Artikel 34 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 34 - Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter.

§ 1 - Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter ist für handwerkliche Betriebe, Forschungstätigkeiten oder Kleinindustrie, Tätigkeiten mit industriellem Charakter oder Lagerungstätigkeiten und bürgernahe agrar-wirtschaftliche Aktivitäten bestimmt, mit Ausnahme der Dienstleistungen, der Vertriebstätigkeiten oder des Einzelhandels und der Großvertriebsaktivitäten. Seine Zweckbestimmung wird unter Berücksichtigung des Standorts des Gebiets, dessen Nachbarschaft, der Kosten und Bedürfnisse für die betroffene Gegend, der bestehenden Verkehrsinfrastrukturen bestimmt, wobei für die Entwicklung der Potentialitäten in Bezug auf die Multimodalität sowie von Synergien mit den angrenzenden Gebieten gesorgt wird.

Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.

Die Verwertung eines Gebiets oder des Teils eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter unterliegt der Annahme durch den Gemeinderat, entweder auf eigene Initiative oder innerhalb der durch die Regierung auferlegten Frist, eines Artikel 33 § 2 und ggf. Artikel 33 § 2bis entsprechenden Städtebau- und Umweltberichts und dessen Genehmigung durch die Regierung.

§ 2 - Artikel 33, §§ 3 bis 7 findet Anwendung auf die Annahme und die Revision des Städtebau- und Umweltberichts des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter.

§ 3 - Wenn die Gemeindebehörden der in § 1 Absatz 4 erwähnten Verpflichtung nicht fristgerecht eingegangen sind, sowie im Falle einer Verweigerung des der Regierung zur Genehmigung unterbreiteten Städtebau- und Umweltberichts kann die Regierung an ihre Stelle treten, um den Städtebau- und Umweltbericht anzunehmen oder zu revidieren.

§ 4 - Die Artikel 111, 112 und 127 § 3 finden Anwendung auf jegliches Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter, das gemäß den § 1 und 2 verwertet wird, oder dessen Verwertung in Anwendung derselben Paragraphen noch nicht bestimmt worden ist.»

Art. 5 - In Artikel 42 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird ein Punkt 10°bis mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

« 10°bis. Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° vorgeschlagenen Ausgleichmaßnahmen;».

Art. 6 - Es wird ein Artikel 42bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 42bis - In Abweichung von Artikel 42 kann die Revision des Sektorenplans auf durch eine natürliche oder juristische privat- oder öffentlich-rechtliche Person per Einsendung gerichteten Antrag, wenn dieser die Eintragung eines Gewerbegebiets oder eines spezifischen Gewerbegebiets oder eines Abbaugebiets betrifft, durch die Regierung beschlossen werden.

Dem Antrag wird eine Grundakte mit folgendem Inhalt beigefügt:

1° die Rechtfertigung, was die Bestimmungen von Artikel 1 betrifft;

2° der betroffene Umkreis;

3° die bestehende Sach- und Rechtslage;

4° ein begründeter Bericht der überprüften und nicht ausgewählten alternativen Projekte, insbesondere unter Berücksichtigung des Standorts, dessen Nachbarschaft und der Erreichbarkeit der ausgewählten Gebiete;

5° ein oder mehrere Vorschläge eines Vorentwurf im Maßstab 1/10 000;

6° die eventuellen zusätzlichen Vorschriften.

Vor dem Versand an die Regierung ist der Antrag, zusammen mit der Akte, auf Initiative der in Absatz 1 erwähnten Person, Gegenstand einer Bekanntmachung an die Öffentlichkeit gemäß Artikel D.71 von Buch I des Umweltgesetzbuches.

Mindestens fünfzehn Tage vor der Bekanntmachung an die Öffentlichkeit wird der Antrag per Einsendung an den Gemeinderat gerichtet, der sein Gutachten der in Absatz 1 erwähnten Person innerhalb von sechzig Tagen übermittelt. Wenn diese Frist abgelaufen ist, gilt das Gutachten als positiv.

Die Sendung an die Regierung umfasst das Gutachten des Gemeinderats.

Wenn der Antrag ebenfalls ein Anerkennungsgebiet im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten betrifft, enthält er außerdem die durch dieses Dekret erwähnten Auskünfte.

Innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang des Antrags und der Grundakte nimmt die Regierung einen Vorentwurf an. Wenn der Erlass der Regierung dem Antragsteller nicht gesandt wird, kann dieser per Einsendung ein Erinnerungsschreiben an die Regierung richten. Wenn nach Ablauf einer neuen Frist von dreißig Tagen, die am Tag des Versands des Erinnerungsschreibens beginnt, der Antragsteller noch immer keinen Erlass der Regierung empfangen hat, so gilt der Antrag als abgelehnt.

Wenn die Regierung den Vorentwurf annimmt, legt sie innerhalb von sechzig Tagen und unter Einhaltung von Artikel 42 den Umfang und den Genauigkeitsgrad der Umweltverträglichkeitsprüfung, die der Antragsteller durchführen lässt, fest. Zu diesem Zweck wählt der Antragsteller unter den aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches und des Buchs I des Umweltgesetzbuches bezüglich der Einschätzung der Auswirkungen auf die Umwelt zugelassenen Personen die natürliche oder juristische, privat- und öffentlich-rechtliche Person, die sie mit der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt. Er teilt der Regierung sofort seine Wahl per Einsendung mit. Diese verfügt über fünfzehn Tage ab dem Empfang der Sendung, um die gewählte Person abzulehnen.

Wenn die Regierung den Vorentwurf annimmt, schlägt sie die in Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° erwähnten Ausgleichsmaßnahmen vor.

Die Regierung informiert regelmäßig den Regionalausschuss über den Ablauf der Vorstudien und teilt ihm die Ergebnisse mit. Der Ausschuss kann jederzeit die Anregungen, die er für nützlich hält, äußern oder vorstellen.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung wird der Regierung übermittelt.»

Art. 7 - Artikel 43 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

«§ 5 - Wenn der Planentwurf Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, werden diese durch die Regierung dem leitenden Beamten im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen und jeglichem anderen Dienst oder Ausschuss, dessen Konsultierung durch die Regierung beantragt wird, zur Begutachtung unterbreitet.»

Art. 8 - In Artikel 44 desselben Gesetzbuches werden die folgenden Absätze zwischen Absatz 3 und Absatz 4 der zum Absatz 5 wird, eingefügt:

«Wenn der Erlass der Regierung Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, gilt er als Anerkennungsgebiet im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten.»

Wenn der Plan als Anerkennungsgebiet gilt, wird er dem leitenden Beamten und dem Träger im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten zugestellt.»

Art. 9 - In Artikel 46, § 1, Absatz 2, 1° desselben Gesetzbuches werden die Wörter "oder eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter" durch die Wörter "oder eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter" ersetzt.

In Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen die Wörter "Die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets wird" und "ausgeglichen" werden die Wörter "unter Einhaltung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit" eingefügt;

2° zwischen die Wörter "zur Verstädterung bestimmten Gebiets" und das Wort "wird", werden die Wörter ", die bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte," eingefügt;

3° nach den Wörtern "jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung" werden die Wörter ", sowohl in operationeller, umweltbezogener oder energetischer Hinsicht, als auch was die Mobilität betrifft, insbesondere unter Berücksichtigung des Effekts des zur Verstädterung bestimmten Gebiets auf die Umgebung; die raumplanerische oder alternative Ausgleichung kann stufenweise erfolgen" eingefügt.

Art. 10 - In Artikel 49 § 1 Absatz 2 1° desselben Gesetzbuches werden die Wörter "eines Bauerwartungsgebiets mit industriellem Charakter" durch die Wörter "eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 51 desselben Gesetzbuches wird ein § 3^{obis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 3^{bis} - Wenn der Entwurf des kommunalen Raumordnungsplans Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, werden diese durch das Gemeindegremium dem leitenden Beamten im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen und jeglichem anderen Dienst oder Ausschuss, dessen Konsultierung durch die Regierung beantragt wird, zur Begutachtung unterbreitet.»

Art. 12 - Artikel 52 desselben Gesetzbuches wird mit einem § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3^{bis} - Wenn der Erlass der Regierung Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, gilt er als Anerkennungsgebiet im Sinne vom Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten.»

Wenn der Plan als Anerkennungsgebiet gilt, wird er dem leitenden Beamten und dem Träger, die im Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erwähnt sind, zugestellt.»

Art. 56 desselben Gesetzbuches wird mit einem Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Wenn die Ausarbeitung oder die Revision des kommunalen Raumordnungsplans auf ihre Initiative beschlossen wird, kann die Regierung ggf. die Ausarbeitung des Planes einer Interkommunale anvertrauen, die in ihrem Gesellschaftszweck die Raumordnung oder das Wohnungswesen hat.»

Art. 13 - In Artikel 58 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "und der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung" durch die Wörter "der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung und der Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter" ersetzt;

2° in Absatz 5 werden die Wörter "Artikel 49 Absatz 1 3°" durch die Wörter "Artikel 49 Absatz 1 2°" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 61 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

«Wenn der Enteignungsplan zur gleichen Zeit wie ein Raumordnungsplan oder wie ein Städtebau- und Umweltbericht, der aufgrund von Artikel 33 § 4 Absatz 5 als Anerkennungsgebiet gilt, erstellt wird, so unterliegen beide den für die Erstellung oder die Revision des Raumordnungsplans oder des Städtebau- und Umweltberichts vorgeschriebenen Formalitäten.»;

2° im ersten Satz von Absatz 1 von § 2 werden zwischen die Wörter "so muss die Gemeinde" und "den Enteignungsplan einer öffentlichen Untersuchung unterwerfen" die Wörter "innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Antrag der Regierung" eingefügt;

3° Absatz 3 von § 2 wird wie folgt ersetzt:

«Spätestens am Tag der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung wird jeder Eigentümer, dessen Eigentum sich im Umkreis der zu enteignenden Immobilien befindet, schriftlich und an seinem Wohnort darüber in Kenntnis gesetzt.»

Artikel 62 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 15 - In Artikel 108 § 1 Absatz 1 2° desselben Gesetzbuches werden die Wörter "in Artikel 33" durch die Wörter "in den Artikeln 33 und 34" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 127 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. § 1 Absatz 1 wird wie folgt ergänzt:

«9° wenn sie Handlungen und Arbeiten betrifft, die in dem in Artikel 32 erwähnten Gebiet geplant sind oder die in Artikel 110 erwähnte Anlage betreffen.»;

2° Der § 3 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«§ 3 - Insofern der Antrag vorab den besonderen, durch die Regierung festgelegten Bekanntmachungsmaßnahmen sowie der in Artikel 4 Absatz 1 3° erwähnten obligatorischen Konsultierung unterworfen wird, und wenn es sich um Handlungen und Arbeiten handelt, die in § 1 Absatz 1 1°, 2°, 4°, 5°, 7° und 8° erwähnt sind und die die Hauptzüge der Landschaft entweder berücksichtigen, strukturieren oder neu gestalten, kann die Genehmigung in Abweichung des Sektorenplanes, eines kommunalen Raumordnungsplans, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines Fluchtlinienplans erteilt werden.»;

3° In § 6:

— wird zwischen Absatz 1 und Absatz 2 der zum Absatz 3 wird, der nachstehende Absatz eingefügt:

«Die Bestimmungen der Absätze 1, 4, 5 und 6 von Artikel 120 finden Anwendung.»;

— *b.* Der Paragraph wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

"Gegebenenfalls führt die Einspruchsinstanz, durch Miteinschaltung der Gemeinde, die besonderen Bekanntmachungsmaßnahmen aus oder holt das Gutachten des Kommunalausschusses ein; in diesem Fall sind die Auswirkungen des im vorliegenden Paragraphen erwähnten Erinnerungsschreibens während vierzig Tagen aufgehoben und zwar ab dem Tag des Antrags der Einspruchsinstanz.»

Art. 17 - In Artikel 175 § 1 Absatz 2 1° desselben Gesetzbuches werden die Wörter "einem Bauerwartungsgebiet mit industriellem Charakter" durch die Wörter "einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter" ersetzt.

Im selben Absatz werden zwischen die Wörter "eines kommunalen Raumordnungsplans," und "in dem Gebiet eines neuzugestaltenden Geländes" die Wörter ", in den in Artikel 21 erwähnten Gebieten der Eisenbahn- und Flughafeninfrastrukturen und der autonomen Häfen" eingefügt.

Art. 18 - In Artikel 181 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1°. Der Absatz 1 wird mit den folgenden Wörtern ergänzt:

«5° innerhalb eines Umkreises für städtische Flurbereinigung;»

2° Der Artikel wird mit den folgenden Absätzen ergänzt:

«In einem Umkreis für städtische Flurbereinigung kann Artikel 58, Absätze 3 bis 6, unbeschadet des Fehlens eines kommunalen Raumordnungsplans Anwendung finden.

Bei der Errechnung des Wertes der enteigneten Immobilien wird weder dem aus den in Absatz 1 erwähnten Beschlüssen resultierenden Mehr- oder Minderwert Rechnung getragen, noch der sich infolge von Arbeiten und Veränderungen ergebenden Wertsteigerung der Immobilien, falls diese Arbeiten nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung, welcher eine der in Absatz 1 erwähnten Beschlüsse unterworfen wäre, ausgeführt worden sind.

Aufeinanderfolgend angeordnete Enteignungen im Hinblick auf die Verwirklichung der in Absatz 1 erwähnten Umkreise oder Gebiete werden hinsichtlich der Werteinschätzung der zu enteignenden Güter ab dem Datum des ersten Enteignungserlasses als Ganzes angesehen.»

*Abschnitt 2 — Übergangsbestimmungen bezüglich des Wallonischen Gesetzbuches
über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe*

Art. 19 - Der u.a. in den Artikeln 110 und 127 § 1 Absatz 1 9° erwähnte Antrag auf eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung, dessen Empfangsbescheinigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist, wird nach dem vor diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin untersucht, mit Ausnahme des Antrags, der in dem Umkreis eines in Artikel 34 desselben Gesetzbuches erwähnten Gebiets gelegen ist.

Art. 20 - Der Städtebau- und Umweltbericht, dessen Empfangsbescheinigung vom beauftragten Beamten vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist, wird nach dem vor diesem Datum geltenden Verfahren weiterhin untersucht.

Im Falle der Erstellung oder der Revision eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vorläufig angenommenen Raumordnungsplans kann das vor diesem Datum geltende Verfahren weitergeführt werden.

Der kommunale Raumordnungsplan, der ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter ganz oder teilweise deckt, und der vom Gemeinderat vor dem Inkrafttreten des Programmdekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung vorläufig angenommen wurde und wirksam ist, gilt als Städtebau- und Umweltbericht zur Verwertung des in Artikel 33 oder in Artikel 34 desselben Gesetzbuches erwähnten Gebiets oder Teils des Gebiets.

*Abschnitt 3 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004
über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten*

Art. 21 - In Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten werden folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Es wird nach der Nr. 1° eine Nr. 2° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

2° "leitender Beamter: der Generaldirektor der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung oder einer der Beamten, den die Regierung zu diesem Zweck bevollmächtigt;"

2° in Nr. 2°, die zur Nr. 3° wird, werden die Wörter "oder soziale" gestrichen;

3° die Nr. 3° wird gestrichen;

4° die Nr. 4° wie folgt ersetzt:

«4° Träger: die Gemeinde, die Interkommunale, die Vereinigung zwischen einer oder mehreren Gemeinden oder zwischen einer oder mehreren Interkommunalen und der (den) in Art. 18 des Dekrets gemeinten natürlichen oder juristischen Person(en);»;

5° in Nr. 5° wird der folgende Satz gestrichen: "der Umkreis enthält das Strassennetz, die Grundstücke die zur Eingliederung in das Strassennetz bestimmt sind, sowie die Immobiliengüter, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten aufzunehmen, deren Niederlassung und deren Zugänglichkeit zu erleichtern oder die Erweiterung der Niederlassung und der Zugänglichkeit der bestehenden Aktivitäten zu ermöglichen, mit dem Ziel dort wirtschaftliche Aktivitäten zu ermöglichen oder deren Ansiedlung zu erleichtern, insbesondere durch die Zusammenlegung oder Zurverfügungstellung von Dienstleistungen oder Aktivitäten;"

Art. 22 - Dasselbe Dekret wird mit einem Kapitel *Ibis* mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«KAPITEL Ibis — Antrag auf Anerkennung und Enteignung

Art. *Ibis* - § 1 - Jeder Träger kann die Annahme oder die Revision eines Anerkennungsgebiets mit oder ohne Enteignung beantragen. Ggf. ist der Antrag bezüglich der Enteignung in dem Antrag auf ein Anerkennungsgebiet enthalten.

Der Inhalt des Antrags wird von der Regierung bestimmt.

Der Antrag wird durch den Träger an den leitenden Beamten gesandt.

Das Anerkennungsgebiet enthält das Straßennetz, die Grundstücke die zur Eingliederung in das Straßennetz bestimmt sind, sowie die Immobiliengüter, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten aufzunehmen, deren Niederlassung und deren Zugänglichkeit zu erleichtern oder die Erweiterung der Niederlassung und der Zugänglichkeit der bestehenden Aktivitäten zu ermöglichen, mit dem Ziel, dort wirtschaftliche Aktivitäten zu ermöglichen oder deren Ansiedlung zu erleichtern, insbesondere durch die Zusammenlegung oder Zurverfügungstellung von Dienstleistungen oder Aktivitäten;

§ 2 - Wenn der leitende Beamte der Meinung ist, dass der Antrag vollständig ist, übermittelt er dem Träger innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags eine Empfangsbestätigung, und innerhalb der gleichen Frist richtet er einen Antrag auf Begutachtung an die Dienststellen, Kommissionen oder Behörden, deren Konsultierung er für zweckmäßig erachtet.

In Ermangelung davon schickt er dem Träger einen Brief, in dem er um die Übermittlung der fehlenden Elemente bittet. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang dieser übermittelt der leitende Beamte dem Träger eine Empfangsbestätigung.

§ 3 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags richtet der leitende Beamte per Einsendung eine Abschrift des Antrags an das Gemeindegremium von jeder betroffenen Gemeinde, es sei denn, sie ist der Träger, an den in Artikel 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten zuständigen beauftragten Beamten und an die Dienststellen, Kommissionen und Behörden, deren Konsultierung er für nötig erachtet.

Innerhalb von dreißig Tagen nach dem Empfang des Antrags auf eine Begutachtung richten der beauftragte Beamte, der Gemeinderat, wenn der Träger nicht die Gemeinde ist, die zu Rate gezogenen Dienststellen, Kommissionen und Behörden per Einsendung an den leitenden Beamten ihr Gutachten bezüglich des Projekts. Mangels dessen wird gilt das Gutachten als günstig.

§ 4 - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags unterwirft die Gemeinde ihn einer öffentlichen Untersuchung. Diese wird sowohl durch Anschlag als auch durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen französischer oder gegebenenfalls deutscher Sprache angekündigt.

Der Antrag wird in dem Gemeindehaus hinterlegt, zur Einsichtnahme durch die Öffentlichkeit, und zwar innerhalb eines Zeitraums von dreißig Tagen, dessen Anfang und Ende in den Anschlägen und Ankündigungen genannt sind. Diese Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben.

Spätestens am Tag der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung richtet die Gemeinde per Einsendung ein Schreiben, welches jede zu enteignende Person, so wie sie im Enteignungsplan in Anhang des Antrags aufgeführt ist, benachrichtigt.

Die Beschwerden und Bemerkungen werden innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist von dreißig Tagen an das Gemeindegremium gerichtet.

Innerhalb fünfundvierzig Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Gemeindegremium dem leitenden Beamten per Einsendung die eingereichten Beschwerden und Bemerkungen, ein Abschlussprotokoll der Untersuchung und das eventuell durch den Gemeinderat abgegebene Gutachten. Es übermittelt dem Träger eine Abschrift derselben Unterlagen.

§ 5 - Außer wenn sie geringfügig sind, müssen die möglichen, nach der öffentlichen Untersuchung an dem Antrag vorgenommenen Abänderungen aus den Beschwerden und Bemerkungen hervorgehen, die während der öffentlichen Untersuchung geäußert wurden. Die Abänderungen dürfen jedoch nicht die Erweiterung des geplanten Enteignungsgebiets ohne die Konsultierung des Besitzers des von der Enteignung betroffenen Guts zur Folge haben.

§ 6 - Innerhalb von einhundertzwanzig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags übermittelt der leitende Beamte der Regierung sein Gutachten und einen Erlassvorschlag.

Wenn sie dem Antrag stattgibt, verabschiedet die Regierung einen Erlass innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Vorschlags. Der Erlass wird durch den leitenden Beamten dem Träger zugestellt.

Der Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 1ter - Wenn das angenommene oder revidierte Anerkennungsgebiet in einem Raumordnungsplan oder Städtebau- und Umweltbericht enthalten ist, der gerade aufgestellt oder revidiert wird, finden die im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Bestimmungen für die Aufstellung und die Revision Anwendung. »

Art. 23 - Dasselbe Dekret wird mit einem Artikel mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Art. 2bis - Im Falle einer Enteignung wird gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Juli 1962 über das Dringlichkeitsverfahren bei Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken verfahren.»

Art. 24 - Absatz 4 von Artikel 3 desselben Dekrets wird gestrichen.

Art. 25 - In Artikel 5, Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "kann die Bekanntmachung dort veröffentlicht werden" durch die Wörter "so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht" ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 7, Absätze 2 und 3 desselben Dekrets werden die Wörter "fünfunddreißig Tagen" durch die Wörter "dreißig Tagen" ersetzt.

Art. 27 - Es wird ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 9bis - Wenn der Enteignungsplan zur gleichen Zeit wie ein Raumordnungsplan oder wie ein Städtebau- und Umweltbericht erstellt wird, so unterliegen beide den für die Erstellung oder die Revision des Raumordnungsplans oder des im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten Städtebau- und Umweltberichts vorgeschriebenen Formalitäten.»

Art. 28 - In Artikel 10 desselben Dekrets wird Absatz 3 wie folgt ersetzt:

«Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Übernahme durch ihre Verwalter der bezuschussten Infrastrukturen, die im Rahmen der Einrichtung der für die wirtschaftlichen Aktivitäten bestimmten Räume gebaut wurden.»

Art. 29 - In Artikel 16 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird Absatz 2 gestrichen

2° in § 2 werden die Wörter "die Gesellschaft sowie" gestrichen.

Art. 30 - In Artikel 17 § 2 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "Die Gemeinde, die Interkommunale oder die Gesellschaft" werden durch die Wörter "Die Gemeinde oder die Interkommunale" ersetzt";

2° der Satz wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: «die insbesondere die ganze oder teilweise Rückzahlung der Beihilfe betreffen.»

Art. 31 - In Artikel 18 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "der Gesellschaft oder" gestrichen.

Art. 32 - In Artikel 18 § 1 Absatz 3 desselben Dekrets werden die Wörter "den Gemeinden, den Interkommunalen oder der Gesellschaft" durch die Wörter "den Gemeinden oder den Interkommunalen" ersetzt.

Art. 33 - Artikel 19 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 34 - In Artikel 21 § 3 Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "der Gemeinde, der Interkommunale oder der Gesellschaft" durch die Wörter "der Gemeinde oder der Interkommunale" ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 23 § 2 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter "die Gemeinde, die Interkommunale oder die Gesellschaft" durch die Wörter "die Gemeinde oder die Interkommunale" ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 23 § 3 Absatz 3 desselben Dekrets werden die Wörter "die Gemeinde, die Interkommunale oder die Gesellschaft" durch die Wörter "die Gemeinde oder die Interkommunale" ersetzt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. September 2007

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,

M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2006-2007*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 611 (2006-2007), Nrn. 1, *1bis*, *1ter* bis 10.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 19. September 2007

Diskussion - Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4500

[2007/203363]

20 SEPTEMBER 2007. — Decreet tot wijziging van de artikelen 1, 4, 25, 33, 34, 42, 43, 44, 46, 49, 51, 52, 58, 61, 62, 127, 175 en 181 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en tot invoeging van artikel 42bis en tot wijziging van artikelen 1, 4 en 10 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en tot invoeging van de artikelen 1bis, 1ter, 2bis en 9bis (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Afdeling 1. — Bepalingen

tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

Artikel 1. In artikel 1, § 1, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden tussen het woord "rijkdommen" en de woorden "en door het behoud" de woorden "door de energieprestatie van de bebouwing en de gebouwen" ingevoegd.

In artikel 4, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° tenzij anders bepaald, duurt het openbaar onderzoek vijftien dagen als het gaat om een vergunning; het bedraagt dertig dagen als het gaat om een gemeentelijk structuurplan, een gemeentelijk plan van aanleg, een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag of een omtrek zoals bedoeld in artikel 127, § 1, lid 1, 8°, en vijfenveertig dagen als het gaat om het ontwikkelingsplan van de gewestelijke ruimte of het gewestplan; ».

Art. 2. In artikel 25, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt punt 8° vervangen als volgt :

« 8° gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is; ».

Art. 3. In artikel 33 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, eerste lid, worden de woorden "van een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag dat het volgende bevat" vervangen door de woorden "ofwel op eigen initiatief ofwel binnen de door de Regering opgelegde termijn, van een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag en aan de goedkeuring ervan door de Regering. Het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag waarvan het gemeentecollege of, in voorkomend geval, de Regering de omvang en de nauwkeurigheidsgraad van de informatie bepaalt, bevat";

2° in hetzelfde lid wordt "a." vervangen door "1°";

3° onder hetzelfde punt worden tussen de woorden "de inrichtingsopties inzake" en het woord "infrastructuur" de woorden "economiebesparingen en vervoer," ingevoegd;

4° in hetzelfde lid wordt de tekst van punt b. vervangen als volgt :

« 2° een milieueffectbeoordeling, bevattende :

"2° a. de hoofddoelstellingen van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag, een samenvatting van de inhoud en de banden met andere relevante plannen en programma's;

2° b. de relevante aspecten van de leefmilieutoestand en de vermoedelijke evolutie ervan als het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag niet wordt uitgevoerd;

2° c. de leefmilieukenmerken van de gebieden die op aanzienlijke wijze beïnvloed zouden kunnen worden;

2° d. de leefmilieuproblemen in verband met het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag, in het bijzonder de problemen die betrekking hebben op de gebieden die voor het leefmilieu bijzonder belangrijk zijn, zoals die aangewezen overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EG en 92/43/EG;

2° e. de doelstellingen inzake leefmilieubescherming, vastgesteld op internationaal niveau, op Europees of lidstaatsniveau, die relevant zijn voor het stedenbouwkundige en leefmilieuverlag en de wijze waarop die doelstellingen en overwegingen inzake leefmilieu in overweging zijn genomen bij opmaking ervan;

2° f. de vermoedelijke aanzienlijke effecten, namelijk de secundaire, cumulatieve, synergische, vaste en tijdelijke, zowel positieve als negatieve, effecten op korte, op middellange en op lange termijn op het leefmilieu, waarbij inbegrepen zijn : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren;

2° g. de maatregelen die overwogen worden ter voorkoming, vermindering en, voorzover mogelijk, compensatie van elk aanzienlijk negatief effect van de uitvoering van het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag op het leefmilieu;

2° h. een omschrijving van de overwogen opvolgingsmaatregelen. »;

5° in hetzelfde lid wordt "c." vervangen door "3°";

6° in dezelfde paragraaf wordt het laatste lid opgeheven;

7° er wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Indien het verslag als erkenningsomtrek geldt in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid bevat het daarnaast de gegevens bedoeld bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »;

8° in § 3 worden de woorden "Het college van burgemeester en schepenen onderwerpt het stedenbouwkundig en het leefmilieuverlag" door de woorden "Indien het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag volledig is, wordt het door het gemeentecollege onderworpen";

9° Dezelfde paragraaf wordt aangevuld met volgend lid :

« In voorkomend geval worden de formaliteiten bedoeld in artikel 51, § 2, toegepast. »;

10° er wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. Indien het verslag de gegevens bevat met betrekking tot de erkenningsomtrek, worden zij door het gemeentecollege ter advies voorgelegd aan de leidend ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en aan elke andere dienst of commissie waarvan de Regering de raadpleging vraagt. »;

11° in § 4 wordt lid 1 aangevuld met de woorden "evenals de redenen voor de keuzes van het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag, rekening houdend met de andere overwogen redelijke oplossingen.";

12° in dezelfde paragraaf, lid 2, worden de vierde en de vijfde volzin opgeheven;

13° in dezelfde paragraaf worden tussen lid 2 en lid 3 dat lid 6 wordt, volgende leden ingevoegd :

« De Regering keurt het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag goed of weigert het. Het regeringsbesluit wordt naar het gemeentecollege gestuurd binnen een termijn van dertig dagen ingaand de dag van ontvangst van het volledige dossier overgemaakt door de gemachtigd ambtenaar.

Wordt het besluit niet verstuurd, dan kan het gemeentecollege de Regering daar in een rappelbrief op wijzen. Als het gemeentecollege bij verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen ingaand op de datum van versturen van de rappelbrief, het besluit niet gekregen heeft, wordt het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag geacht goedgekeurd te zijn.

Indien het verslag de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, geldt het als erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »;

14° in dezelfde paragraaf worden in lid 3, lid 6 geworden, de woorden "in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentwet" vervangen door de woorden "in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie";

15° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met een lid 8, luidend als volgt :

« Indien het verslag als erkenningsomtrek geldt, wordt daar kennis van gegeven aan de leidend ambtenaar en aan de operator in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »;

16° § 5 wordt § 8 en de woorden "artikelen 110 tot 112" worden vervangen door de woorden "artikelen 110 tot 112 en 127, § 3";

17° in § 6, dat § 5 wordt, worden volgende wijzigingen aangebracht :

— a. de woorden "het college van burgemeester en schepenen" worden vervangen door de woorden "het gemeentecollege";

— 14° de woorden "in artikel 112 van de Nieuwe Gemeentwet" worden vervangen door de woorden "in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie";

18° § 7 wordt § 6;

19° er wordt een § 7 ingevoegd luidend als volgt :

« § 7. Mocht de gemeentelijke overheid de verplichting bedoeld in paragraaf 2 niet binnen de vastgestelde termijn nakomen of mocht ze het haar ter goedkeuring voorgelegde stedenbouwkundig en leefmilieuverlag weigeren, dan kan de Regering haar plaats innemen om het stedenbouwkundig en leefmilieuverlag aan te nemen of te herzien. »

Art. 4. Artikel 34 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 34. Gebieden met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

§ 1. Het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is dient voor de vestiging van ambachtelijke, onderzoeks- of kleine industriële activiteiten, van activiteiten met een industrieel karakter of opslagactiviteiten en landbouweconomische buurtactiviteiten, met uitsluiting van de dienstverlenings-, distributie- of detailverkoopactiviteiten en de grootdistributieactiviteiten. De gebruiksfunctie ervan wordt bepaald door de ligging van het gebied, de omliggende buurt, de kostprijs en de behoeften voor de betrokken regio, de bestaande vervoersinfrastructuur, waarbij erover gewaakt wordt dat potentialiteiten worden ontwikkeld voor multimodaal vervoer en samenwerking met naburige gebieden.

Dat gebied bevat een afzonderingsomtrek of -marge.

De woning van de uitbater of van het bewakingspersoneel kan er toegelaten worden voorzover vereist door de veiligheid of de goede werking van de onderneming. Zij maakt volledig deel uit van het bedrijf.

De ontsluiting van een gebied of een gebiedsdeel met industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is wordt ondergeschikt gemaakt aan de aanneming door de gemeenteraad, ofwel op zijn eigen initiatief ofwel binnen een hem door de Regering opgelegde termijn, van een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag overeenkomstig artikel 33, § 2, en in voorkomend geval artikel 33, § 2*bis*, en overeenkomstig goedkeuring ervan door de Regering.

§ 2. Artikel 33, §§ 3 tot 7, is van toepassing op de aanneming en de herziening van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag van het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

§ 3. Mocht de gemeentelijke overheid de verplichting bedoeld in § 1, lid 4, niet binnen de vastgestelde termijn nakomen of mocht ze het haar ter goedkeuring voorgelegde stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag weigeren, dan kan de Regering haar plaats innemen om het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag aan te nemen of te herzien.

§ 4. De artikelen 111, 112 en 127, § 3, zijn van toepassing op elk gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, ontsloten overeenkomstig de §§ 1 en 2 of waarvan de ontsluiting nog niet is vastgelegd overeenkomstig dezelfde paragrafen. »

Art. 5. In artikel 42, lid 2, van hetzelfde Wetboek wordt een 10^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 10^o*bis*. de compensaties voorgesteld door de Regering overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3^o; ».

Art. 6. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel 42*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 42*bis*. In afwijking van artikel 42 kan over de herziening van het gewestplan worden beslist door de Regering op met een zending ingediend verzoek van een natuurlijke of privaatrechtelijk of publiekrechtelijk rechtspersoon, indien die herziening betrekking heeft op de opnemingsruimte of een specifieke bedrijfsruimte of een ontginningsgebied.

Bij het verzoek wordt een basisdossier gevoegd, dat volgende stukken bevat :

1^o de verantwoording ten opzichte van artikel 1;

2^o de betrokken omtrek;

3^o de bestaande feitelijke en rechtstoestand;

4^o een verslag ter verantwoording van de onderzochte en niet in aanmerking genomen alternatieve projecten, rekening houdend met name met de ligging van het project, de omliggende buurt en de bereikbaarheid van de gekozen locaties;

5^o één of meerdere voorontwerpvoorstellen op schaal 1/10 000e;

6^o de eventuele bijkomende voorschriften.

Voor het verzoek aan de Regering wordt gericht, wordt het, samen met het dossier, op initiatief van de persoon bedoeld in lid 1, onderworpen aan een publieksinformatie overeenkomstig artikel D.71 van Boek I van het Milieuwetboek.

Minstens vijftien dagen voor de publieksinformatie wordt het verzoek per zending gericht aan de gemeenteraad, die zijn advies binnen zestig dagen overmaakt aan de persoon bedoeld in lid 1. Als die termijn eenmaal verstreken is, wordt het advies gunstig geacht.

De zending aan de Regering bevat het van de gemeenteraad ontvangen advies.

Indien het verzoek eveneens betrekking heeft op een erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, bevat het daarnaast de gegevens bedoeld bij dit decreet.

Binnen de zestig dagen na ontvangst van het verzoek en het basisdossier neemt de Regering een voorontwerp aan. Mocht het regeringsbesluit niet naar de verzoeker worden overgemaakt, kan laatstgenoemde bij een zending de Regering daar in een rappelbrief op wijzen. Als de verzoeker bij verstrijken van een nieuwe termijn van dertig dagen ingaand op de datum van versturen van de rappelbrief, het regeringsbesluit niet gekregen heeft, wordt het verzoek geacht geweigerd te zijn.

Indien de Regering het voorontwerp aanneemt, stelt zij binnen de zestig dagen en met inachtneming van artikel 42 de omvang en de nauwkeurigheidsgraad van het milieueffectenonderzoek vast dat de verzoeker laat uitvoeren. Daartoe kiest de verzoeker uit de personen, erkend krachtens dit Wetboek en Boek I van het Milieuwetboek betreffende de beoordeling van de effecten op het leefmilieu, de natuurlijke of privaat- of publiekrechtelijke rechtspersoon die hij met de uitvoering van het onderzoek belast. Hij geeft onmiddellijk per zending kennis van zijn keuze aan de Regering. Zij beschikt over vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de zending om de gekozen persoon te wraken.

Wanneer de Regering het voorontwerp aanneemt, stelt zij de compensaties voor bedoeld in artikel 46, § 1, lid 2, 3^o.

De Regering licht regelmatig de gewestelijke commissie in over de evolutie van de voorafgaandelijke onderzoeken en deelt haar de resultaten mee. De commissie kan te allen tijde de voorstellen die zij nuttig acht te berde brengen.

Het effectenonderzoek wordt aan de Regering overgemaakt. »

Art. 7. Artikel 43 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« § 5. Indien het ontwerp-plan de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, worden ze door de Regering ter advies voorgelegd aan de leidend ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en aan elke andere dienst of commissie waarvan om de raadpleging verzocht wordt door de Regering. »

Art. 8. In artikel 44 van hetzelfde Wetboek worden volgende leden ingevoegd tussen lid 3 en lid 4 dat lid 5 wordt :

« Indien het regeringsbesluit de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, geldt het als erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

Indien het plan als erkenningsomtrek geldt, wordt daar kennis van gegeven aan de leidend ambtenaar en aan de operator in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »

Art. 9. In artikel 46, § 1, lid 2, 1^o, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of een gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat" vervangen door de woorden "of een gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is".

In artikel 46, § 1, lid 2, 3^o, van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o tussen de woorden "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied" en het woord "wordt" worden de woorden "dat niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu zou kunnen hebben" ingevoegd;

2^o na het woord "wordt" worden de woorden "met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel," ingevoegd;

3^o na de woorden "bepaald door de Regering" worden de woorden ingevoegd "zowel op operationeel, leefmilieu- of energie- als op mobiliteitsvlak waarbij meer bepaald rekening wordt gehouden met de impact van het bebouwingsgebied op de buurt; de planologische of alternatieve compensatie kan gefaseerd verlopen".

Art. 10. In artikel 49, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat" vervangen door de woorden "gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is".

Art. 11. In artikel 51 van hetzelfde Wetboek wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 3bis. Indien het gemeentelijk ontwerp-plan de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, worden ze door het gemeentecollege ter advies voorgelegd aan de leidend ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en aan elke andere dienst of commissie waarvan om de raadpleging verzocht wordt door de Regering. »

Art. 12. Artikel 52 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een § 3bis luidend als volgt :

« 3bis. Indien het regeringsbesluit de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, geldt het als erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

Indien het plan als erkenningsomtrek geldt, wordt daar kennis van gegeven aan de leidend ambtenaar en aan de operator in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »

Artikel 56 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Indien het opmaken of de herziening van het gemeentelijk plan van aanleg op haar initiatief wordt beslist, kan de Regering eventueel het opmaken van het plan overdragen aan een intercommunale dat ruimtelijke ordening of huisvesting als maatschappelijk doel erkent. »

Art. 13. In artikel 58 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in lid 1 worden de woorden "de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg" vervangen door de woorden "de gebieden waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan overleg en de gebieden met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan overleg";

2^o in lid 5 worden de woorden "artikel 49, eerste lid, 3^o" vervangen door de woorden "artikel 49, eerste lid, 2^o".

Art. 14. In artikel 61 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt aangevuld met volgende lid :

"Wanneer het onteigeningsplan terzelfder tijd wordt opgemaakt met een plan van aanleg of een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag dat als erkenningsomtrek geldt krachtens artikel 33, § 4, lid 5, worden ze samen onderworpen aan de formaliteiten bepaald voor het opmaken of het herzien van het plan van aanleg of van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag. »;

2^o in de eerste volzin van lid 1 van § 2 worden tussen de woorden "na het plan van aanleg wordt opgemaakt" en de woorden "dan wordt het" de woorden "binnen de vijftien dagen na het verzoek van de Regering," ingevoegd;

3^o lid 3 van paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« Uiterlijk de dag van de opening van het openbaar onderzoek worden de eigenaars van de goederen gelegen in de omtrek van de te onteigenen onroerende goederen er individueel, schriftelijk en in hun woonplaats over op de hoogte gebracht. »

Artikel 62 van het Wetboek wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 108, § 1, lid 1, 2^o, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in artikel 33" vervangen door de woorden "in de artikelen 33 en 34".

Art. 16. In artikel 127 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1, lid 1, wordt aangevuld als volgt :

« 9^o wanneer ze betrekking heeft op handelingen en werken die overwogen worden in het gebied bedoeld in artikel 32 of betrekking hebbend op de vestiging bedoeld in artikel 110. »;

2^o van § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Voorzover de aanvraag vooraf onderworpen wordt aan de bijzondere bekendmakingsmaatregelen bepaald door de Regering of aan de verplichte raadpleging bedoeld in artikel 4, lid 1, 3^o, wanneer het handelingen en werken betreft bedoeld in § 1, lid 1, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 7^o en 8^o en die de krachtlijnen van het landschap ofwel eerbiedigen, structureren of herschikken, kan de vergunning toegekend worden ter afwijking van het gewestplan, een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of een rooiplan. »;

3° in § 6 wordt :

— a. tussen lid 1 en lid 2, dat lid 3 wordt, volgend lid ingevoegd :

« De leden 1, 4, 5 en 6 van artikel 120 worden toegepast. »;

— b. de paragraaf wordt aangevuld met volgende lid :

« In voorkomend geval voert de beroepsinstantie via optreden van de gemeente de bijzondere bekendmakingsmaatregelen uit en wint het advies in van de gemeentelijke commissie, en in dat geval worden de gevolgen van de rappelbrief bedoeld in deze paragraaf tijdens veertig dagen te rekenen van de aanvraag van de beroepsinstantie opgeschort. »

Art. 17. In artikel 175, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "gebied met een industrieel karakter waarvan de bestemming nog niet vaststaat" vervangen door de woorden "gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is".

In hetzelfde lid worden tussen de woorden "van een gemeentelijk plan van aanleg," en de woorden "de omvang van een herin te richten site" de woorden "de domeinen van de spoorweg- of luchthaveninfrastructuren en de autonome havens bedoeld in artikel 21," ingevoegd.

Art. 18. In artikel 181 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld met volgende woorden :

"5° in een stedelijke verkavelingsomtrek;"

2° het artikel wordt aangevuld met volgende leden :

« In een stedelijke verkavelingsomtrek kan, niettegenstaande de afwezigheid van een gemeentelijk plan van aanleg, artikel 58, leden 3 tot 6, toegepast worden.

Bij het bepalen van de waarde van het onteigende goed wordt geen rekening gehouden met de waardevermeerdering of -vermindering die voortvloeit uit de beslissingen bedoeld in lid 1, noch met de waardevermeerdering die het goed heeft gekregen door werken of veranderingen uitgevoerd na de sluiting van het openbaar onderzoek waaraan één van de beslissingen bedoeld in lid 1 zou zijn onderworpen.

Onteigeningen die achtereenvolgens worden verordend met het oog op de uitvoering van de omtrekken of gebieden bedoeld in lid 1 worden voor de waardering van de te onteigenen goederen geacht een geheel te vormen op de dag van het eerste onteigeningsbesluit. »

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen betreffende het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

Art. 19. De aanvraag voor de stedenbouwkundige of verkavelingsvergunning, meer bepaald bedoeld in de artikelen 110 en 127, § 1, lid 1, 9°, waarvan het bericht van ontvangst dateert van voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet, wordt verder behandeld volgens de voor die datum vigerende bepalingen, uitgezonderd de aanvraag gelegen in de omtrek van een gebied bedoeld in artikel 34 van hetzelfde Wetboek.

Art. 20. Het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag waarvan het bericht van ontvangst afgeleverd door de gemachtigd ambtenaar dateert van voor de inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de voor die datum vigerende bepalingen.

Het opmaken of de herziening van een plan van aanleg, voorlopig aangenomen voor de inwerkingtreding van dit decreet, kan verder worden behandeld volgens de voor die datum vigerende procedure.

Het gemeentelijk plan van aanleg dat geheel of gedeeltelijk een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is of een gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, dekt, voorlopig aangenomen door de gemeenteraad voor de inwerkingtreding van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging en dat gevolg heeft, neemt de plaats in van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag ter uitvoering van het gebied of gebiedsdeel bedoeld in artikel 33 of in artikel 34 van hetzelfde Wetboek.

Afdeling 3. — Wijzigingsbepalingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid

Art. 21. In artikel 1 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt na 1° een 2° ingevoegd luidend als volgt :

« 2° de leidend ambtenaar : de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling of één van de ambtenaren die daartoe gemachtigd zijn door de Regering; »;

2° in 2° dat 3° wordt, worden de bewoordingen "of sociale" geschrapt;

3° 3° wordt geschrapt;

4° 4° wordt vervangen als volgt :

« 4° de operator : de gemeente, de intercommunale of de vereniging tussen één of meerdere gemeenten of tussen één of meerdere intercommunales en de natuurlijke of rechtspersoon(-personen), bedoeld in artikel 18 van het decreet; »;

5° in 5° wordt de volzin "de omtrek bevat de wegen, de gronden die bij de wegen worden ingedeeld en de onroerende goeden waarop economische activiteiten gelokaliseerd zullen worden, die tot de vestiging en bereikbaarheid ervan bijdragen en die de uitbreiding van de vestiging mogelijk en de bestaande activiteiten bereikbaar maken" geschrapt.

Art. 22. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een hoofdstuk *Ibis*, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK *Ibis*. — Aanvraag tot erkenning en onteigening

Art. *1bis*. § 1. Elke operator kan de aanneming of de herziening van een erkenningsomtrek aanvragen, met of zonder onteigening. In voorkomend geval is de aanvraag strekkende tot onteigening vervat in de aanvraag betreffende de erkenningsomtrek.

De inhoud van de aanvraag wordt door de Regering bepaald.

De aanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar overgezonden.

De erkenningsomtrek bevat de wegen, de gronden die bij de wegen worden ingedeeld en de onroerende goeden waarop economische activiteiten gelokaliseerd zullen worden, die tot de vestiging en bereikbaarheid ervan bijdragen of die de uitbreiding van de vestiging mogelijk en de bestaande activiteiten bereikbaar maken om er de vestiging van economische activiteiten of het bijdragen tot die vestiging mogelijk te maken, meer bepaald via de samenvoeging of de terbeschikkingstelling van diensten of activiteiten.

§ 2. Als de leidend ambtenaar van mening is dat de aanvraag volledig is, maakt hij binnen de vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst over aan de operator en binnen dezelfde termijn aan adviesaanvraag aan de diensten, commissies en overheden die hij wenselijk acht te raadplegen.

Zoniet richt hij aan de operator een schrijven waarin hij om de overlegging van de ontbrekende gegevens verzoekt. Binnen de vijftien dagen na ontvangst ervan maakt de leidend ambtenaar een bericht van ontvangst over aan de operator.

§ 3. Binnen de vijf dagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar per zending een afschrift van de aanvraag aan het gemeentecollege van elke betrokken gemeente, behalve als zij de operator is, aan de bevoegde gemachtigd ambtenaar bedoeld in artikel 3 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en aan de diensten, commissies en overheden die hij noodzakelijk acht te raadplegen.

Binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag tot adviesverlening richten de gemachtigd ambtenaar, de gemeenteraad indien de operator niet de gemeente is, de diensten, commissies en overheden die geraadpleegd werden per zending hun advies over het project aan de leidend ambtenaar. Bij ontstentenis wordt de beslissing gunstig geacht.

§ 4. Binnen de vijftien dagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag onderwerpt de gemeente die aanvraag aan een openbaar onderzoek. Het bericht wordt zowel bij aanplakking bekendgemaakt als via mededeling gepubliceerd in de bladzijden met streeknieuws van al naar gelang drie Franstalige of Duitstalige dagbladen.

De aanvraag wordt in het gemeentehuis ter inzage gelegd gedurende een termijn van dertig dagen, waarvan het begin en het einde in de aanplakking en de aankondiging worden aangegeven. Die termijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus.

Uiterlijk de dag van opening van het openbaar onderzoek richt de gemeente per zending een schrijven waarin zij elke te onteigenen persoon zoals vernoemd in het onteigeningsplan gevoegd bij de aanvraag inlicht.

De bezwaren en opmerkingen worden aan het gemeentecollege gericht binnen de termijn van dertig dagen bedoeld in lid 2.

Binnen de vijftien dagen na sluiting van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege per zending de bezwaren en opmerkingen zoals ze geuit zijn, een proces-verbaal van sluiting van het onderzoek en het eventueel door de gemeenteraad uitgebrachte advies over aan de leidend ambtenaar. Hij maakt een afschrift van dezelfde stukken over aan de operator.

§ 5. Behalve indien de wijzigingen die de aanvraag kan ondergaan gering zijn, moeten ze na het openbaar onderzoek voortvloeiën uit de bezwaren en opmerkingen die geuit zijn tijdens het openbaar onderzoek. De wijzigingen mogen evenwel niet tot gevolg hebben dat de omtrek van de overwogen onteigeningen verruimd kan worden zonder dat de eigenaar van het goed dat voor de overwogen uitbreiding in aanmerking komt geraadpleegd wordt.

§ 6. Binnen de honderdtwintig dagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar zijn advies en een voorstel tot besluit aan de Regering.

Indien de Regering de aanvraag inwilligt, treft zij een besluit binnen de dertig dagen na ontvangst van het voorstel. Van het besluit wordt door de leidend ambtenaar kennis gegeven aan de operator.

Het besluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. *1ter*. Indien de aangenomen of herziene erkenningsomtrek vervat is in een plan van aanleg of een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag dat zich in de opmakings- of herzieningsfase bevindt, gelden de bepalingen voor het opmaken of de herziening bedoeld in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. »

Art. 23. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel luidend als volgt :

« Art. *2bis*. Bij onteigening wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte. »

Art. 24. Lid 4 van artikel 3 van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

Art. 25. In artikel 5, lid 1, van hetzelfde decreet worden, in de Franse versie, de woorden "l'avis peut y est inséré" vervangen door de woorden "l'avis y est inséré".

Art. 26. In artikel 7, leden 2 en 3, van hetzelfde decreet, worden de bewoordingen "vijfendertig dagen" vervangen door de bewoordingen "dertig dagen".

Art. 27. Er wordt in hetzelfde decreet een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. Wanneer het onteigeningsplan terzelfder tijd worden opgemaakt met een plan van aanleg of een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, worden ze samen onderworpen aan de formaliteiten bepaald voor het opmaken of de herziening van het plan van aanleg of het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag bedoeld in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium. »

Art. 28. In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt lid 3 vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de nadere regels voor de overname door de beheerders ervan, van de gesubsidieerde infrastructuren opgericht in het kader van de aanleg van de ruimte voor economische activiteiten. »

Art. 29. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt lid 2 geschrapt;

2° in § 2 worden de woorden "de maatschappij evenals" geschrapt.

Art. 30. In artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de gemeente, de intercommunale of de maatschappij" worden vervangen door de woorden "de gemeente of de intercommunale";

2° de zin wordt aangevuld met de woorden "die meer bepaald betrekking hebben op de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de tegemoetkoming."

Art. 31. In artikel 18, § 1, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "aan de maatschappij of" geschrapt.

Art. 32. In artikel 18, § 1, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "de gemeenten, de intercommunales of de maatschappij" vervangen door de woorden "de gemeenten of de intercommunales".

Art. 33. artikel 19 van het decreet wordt opgeheven.

Art. 34. In artikel 21, § 3, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "de gemeente, de intercommunale of de maatschappij" vervangen door de woorden "de gemeenten of de intercommunale".

Art. 35. In artikel 23, § 2, lid 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "de gemeente, de intercommunale of de maatschappij" vervangen door de woorden "de gemeenten of de intercommunale".

Art. 36. In artikel 23, § 3, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "de gemeente, de intercommunale of de maatschappij" vervangen door de woorden "de gemeenten of de intercommunale".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 september 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 611 (2006-2007), nrs. 1, 1bis, 1ter tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 september 2007.

Bespreking - Stemmingen.